

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Safarian, A.E., *Foreign Ownership of Canadian Industry*, University of Toronto Press, 1973, 346 p.

par Jean Taillon

Études internationales, vol. 5, n° 4, 1974, p. 717-718.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/700501ar>

DOI: 10.7202/700501ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

FROHOCK, Fred M., *Normative Political Theory (Foundations of Modern Political Science Series)*, Englewood Cliffs, N.J., Prentice-Hall, 1974, X, 118p.

L'ouvrage de Frohock doit porter, selon son titre, sur la théorie *politique* normative, mais il discute surtout, en fait, de problèmes communs à toutes les sciences sociales. Les spécialistes de la science politique n'y trouveront rien de bien éclairant sur les problèmes spécifiques de leur discipline. C'est ce qui arrive quand de jeunes philosophes, comme Frohock, connaissent beaucoup mieux la philosophie des sciences que la science sociale particulière dont ils traitent.

Cela n'enlève rien à l'intelligence de l'auteur, au raffinement avec lequel il discute de questions complexes, toujours ouvertes : la neutralité méthodologique, le nouveau naturalisme, les problèmes de l'évaluation en droit et en morale, la morale et la société. En réponse à cette dernière question, Frohock propose, de façon provisoire, sa conception d'une société politique morale. Ces propositions qui ne manquent pas d'intérêt font regretter que l'auteur ne se soit pas laissé aller davantage à des propos personnels.

Selon Frohock, une société politique morale présenterait les traits suivants : 1) la consistance et la similarité publiques des critères qui fondent les principes de l'action ; 2) le caractère public (et non privé) des principes moraux qui ont la suprématie ; 3) l'universalité ; 4) son caractère anti-héroïque : le héros n'en est pas la norme ; 5) la valorisation de ce qui est général plutôt que particulier dans les expériences vécues en sociétés ; 6) la subordination des exigences particulières aux principes moraux.

Les traits sont en partie redondants, et comme Frohock l'indique lui-même, il y aurait lieu d'en faire une étude plus fouillée. L'exercice montre, et c'est la conclusion de

l'auteur, que la théorie normative a toujours sa place dans les sciences sociales.

Vincent LEMIEUX

Science politique,
Université Laval.

SAFARIAN, A.E., *Foreign Ownership of Canadian Industry*, University of Toronto Press, 1973, 346p.

Le problème de la propriété étrangère a fait couler beaucoup d'encre. Et le déluge n'est pas prêt de prendre fin.

Beaucoup d'encre, mais encore peu de faits comme ceux que nous présente Safarian, un des pionniers en ce domaine. C'est en effet à ce niveau, celui de la connaissance empirique des effets de la propriété étrangère, que se situe l'intérêt de cet ouvrage publié une première fois en 1966 (McGraw Hill).

L'ouvrage est basé en entier sur des matériaux recueillis entre 1960 et 1962 auprès de 280 filiales de compagnies étrangères, celles-ci représentant entre 9 et 12% de toutes les entreprises canadiennes contrôlées par des non-résidents dans les industries manufacturière, minière et pétrolière, et environ 40% de l'actif total des firmes appartenant à ce groupe d'industries.

À partir de ces matériaux, l'auteur examine successivement le comportement des filiales étrangères, américaines pour la plupart bien entendu, en regard de leur gestion, de leurs importations et exportations, des transferts de technologie, de leurs coûts de production et de leur financement; après quoi il essaie de mesurer les performances des entreprises en fonction du degré de contrôle étranger auquel elles sont assujetties.

Avec des données aussi considérables, il ne faut pas se surprendre que les constatations soient nombreuses et variées et les

conclusions nuancées. À tel point qu'il est souvent difficile de savoir ce qu'il faut en retenir et encore plus d'en faire un résumé fidèle, bien que, au total, il est clair que l'auteur arrive à la conclusion que les « bénéfices » sont supérieurs aux « coûts », contrairement aux croyances qui semblent présentement prévaloir au Canada.

Il faut par ailleurs regretter que, dans un domaine aussi sensible aux réalités culturelles et politiques, l'auteur ait postulé l'« unité nationale canadienne ». En dépit d'une certaine rationalité économique, il n'y a pas de doute en effet que la « filiale étrangère » n'est pas la même chose, ne présente pas les mêmes problèmes et n'évolue pas de la même façon au Québec et ailleurs au Canada.

Jean TAILLON

CQRI,
Université Laval

BARROT, Jean, *Le mouvement communiste. Essai de définition*, Éditions Champ Libre, Paris, 1972.

ZARODOV, Konstantin, *Leninism and Contemporary Problems of the Transition from Capitalism to Socialism*, Progress Publishers, Moscow, 1972.

Ces deux ouvrages traitent en gros du même thème; de l'émergence et de l'implantation du socialisme à partir de la société capitaliste. Mais rarement le même traitement peut être aussi différent, ce qui est d'autant plus intéressant que les deux prétendent se réclamer de la tradition marxiste.

L'ouvrage de Konstantin Zarodov aborde d'emblée le problème de la formation de la société socialiste et des tâches qui s'y rattachent. Mais son approche révèle la grande misère de l'analyse théorique faite au nom du marxisme orthodoxe. La théorie disparaît pour faire place à la répétition de la propagande, propagande depuis longtemps

éculée et dont bien peu doivent demeurer dupes.

L'ouvrage prétend bien poser le problème de la transition du capitalisme au socialisme mais sous-entend que le socialisme est déjà réalisé en URSS et, par conséquent, toute l'opération consiste à reproduire l'expérience soviétique sous la direction des divers partis communistes. Pour arriver à une telle conclusion, Zarodov se couvre rapidement de l'autorité de Marx, Engels et Lenine par un choix judicieux de citations qui, une fois de plus, ignorent les textes qui pourraient jeter une nouvelle lumière sur le problème en l'abordant globalement et non seulement comme limité aux rapports entre le nationalisme et l'internationalisme.

Il s'agit plus d'un rite, d'une liturgie qui, tout en permettant de payer un tribut à la transformation de l'économie depuis Marx et Lénine, substitue la référence à l'analyse, la répétition à la pensée. Rien de neuf n'y transparaît.

À l'opposé, Jean Barrot se propose une lecture de Marx non seulement pour « une compréhension globale du phénomène appelé 'marxisme' mais pour définir le mouvement par lequel le prolétariat est contraint... de libérer les éléments de la société nouvelle que porte dans ses flancs la vieille société bourgeoise » (p. 17). « L'analyse en profondeur de l'œuvre de Marx est le seul moyen d'aller plus loin » (p. 287). Dans cette entreprise la référence aux textes, même à la pensée « maîtresse », devient seulement un point de départ, une ouverture ou un esprit, jamais un terme.

L'ouvrage reprend alors l'analyse critique de la société capitaliste en démontrant le mécanisme — celui de la formation de la valeur — qui à la fois rend caduc le système économique capitaliste et impose le nouveau mode de production communiste. L'analyse se développe à la fois sur le plan structurel (le capital, le travail, la valeur, la marchandise), et sur le plan génétique (le mouvement communiste dans la révolution et la contre-révolution) qui dégage et indique le possible.